

ABONNEMENTS :		
Ville	Quotidien	Mois
Canada	\$4.00	\$1.50
Europe	3.00	1.00
Union postale	3.50	1.50
(Payable d'avance)		

Le Canada

REDACTION ET ADMINISTRATION
73 rue St-Jacques, - Montréal.
Service de jour. MAIN 3058
Service de nuit. MAIN (Seulement) 3058-3059

VOL. XIV — No 159.

Généralement beau.

MONTREAL, LUNDI 9 OCTOBRE 1916.

Température: Minimum 64; Maximum 68

PRIX: DEUX SOUS.

PRESQU'A L'ENTREE DES EAUX AMERICAINES DES SOUS-MARINS ALLEMANDS COULENT SIX NAVIRES

LA GRANDE GUERRE DES NATIONS VIENT D'ENTRER DANS UNE PHASE ENCORE PLUS CRITIQUE ET ON SE DEMANDE A WASHINGTON QUELLE INFLUENCE AURA SUR LES RELATIONS GERMANO-AMERICAINES CE NOUVEL ACTE DE PIRATERIE

DES SIX NAVIRES COULES, QUATRE SONT ANGLAIS ET DEUX SONT NEUTRES

ON CROIT QUE TOUTE UNE FLOTTE DE SOUS-MARINS GUETTE LES NAVIRES QUI VONT ENTRER DANS LES EAUX AMERICAINES OU EN SORTIR

LES SOUS-MARINS RECHERCHENT AUSSI LES NAVIRES VENANT AU CANADA OU QUI EN PARTENT, MAIS HALIFAX A PRIS TOUTES LES MESURES NECESSAIRES

UNE SEPTIEME VICTIME DU SUBMERSIBLE ALLEMAND

Newport, R. I., 9. — On rapporte, de bonne heure ce matin, qu'un septième vaisseau a été coulé. On n'a pas encore établi son identité, mais les destroyers sont à sa recherche.

DEUX CENT SEIZE RESCAPES ENTRENT A NEWPORT CE MATIN. — NOMBRE DE FEMMES ET D'ENFANTS

Newport, R. I., 9. — Quatre destroyers de la flottille américaine sont entrés dans le port ce matin amenant des rescapés des vaisseaux coulés au large de Nantucket, dimanche, par un sous-marin allemand. Le "Erickson", le premier des destroyers à entrer dans le port, a sauvé 81 personnes, le "Drayton" 68, le "Benham" 36 et le "Jenkins" 31; total: 216.

Trente-cinq femmes et dix enfants sont parmi les rescapés du "Erickson".

Cette information a été donnée par télégraphie sans fil alors que les destroyers s'en revenaient.

Tandis que les destroyers entraient dans la baie, on a appris qu'un autre vaisseau a été victime des torpilles du sous-marin allemand, faisant un total de sept vaisseaux victimes du submersible teuton. On ne donne pas le nom de ce septième, mais on dit que les destroyers de la flotte du vice-amiral Elbert Gleaves est à la recherche des survivants.

Boston, 8. — Le sous-marin armé de la marine impériale allemande a causé de grands ravages sur la côte est des Etats-Unis aujourd'hui.

Quatre vaisseaux anglais, deux hollandais et un norvégien ont été envoyés au fond ou laissés en détresse au large des bancs de sable de Nantucket.

Ce soir, les destroyers de la flotte de l'Atlantique ramassaient les personnes à bord des vaisseaux désemparés. Jusqu'à présent, on ne croit pas qu'il y ait de pertes de vies.

Un sous-marin a arrêté un vaisseau américain "Kansen", parti de New-York pour Gênes avec une cargaison d'acier pour le gouvernement italien, mais plus tard après avoir reconnu son identité, il l'a laissé continuer sa route.

On croit que le sous-marin ennemi est le "U-53" qui a accosté à New-York hier et qu'y en est parti à l'aurore. Quelques employés de la marine déclarent qu'il y a au moins deux sous-marins qui opèrent près de la côte américaine, quoique en dehors de la limite de trois milles.

Le rapport des dégâts causés par le sous-marin, tel qu'apporté par télégraphie sans fil, est le suivant:

"Le "Strathdene", frétier anglais, a été torpillé et coulé au large de Nantucket; l'équipage a été recueilli par le vaisseau-phare "Nantucket" et plus tard débarqué à Newport par des contre-torpilleurs. Le vaisseau a quitté New-York hier à destination de Bordeaux, et il a été attaqué à 6 heures du matin.

"Le "Westpoint", frétier anglais, torpillé et coulé au large de Nantucket. Equipage abandonné dans de frêles embarcations après qu'un coup d'avertissement ait été lancé par des canons du sous-marin. Les officiers et hommes d'équipage furent transportés sur un destroyer. Le vaisseau a été attaqué à 10.45 a.m. Il était en route pour New-York News, venant de Londres.

"Stephano", vaisseau à passagers anglais, faisant route régulièrement entre New-York, Halifax et St-Jean, Terre-Neuve. Torpillé au sud-est de Nantucket alors qu'il se dirigeait sur New-York. L'équipage est disparu et un destroyer le cherche. Ce vaisseau n'est pas inscrit sur les registres de la marine et il peut bien être le "Kingstonian". L'attaque a eu lieu à 6 heures de l'après-midi.

"Bloomersdijk", frétier hollandais, torpillé et coulé au sud de Nantucket. Le vaisseau était parti de New-York en route pour Rotterdam; il est parti hier soir.

"Christopher Knudsen", frétier norvégien, torpillé et coulé près de l'endroit où le précédent a coulé. L'équipage a été ramassé par des destroyers. Le vaisseau est parti samedi de New-York à destination de Londres.

La sensation créée hier lorsque le "U-53" entra doucement dans le port de Newport et d'où il repartit trois heures plus tard, a été moindre que le choc éprouvé dans les cercles maritimes lorsque l'on a reçu les rapports que les attaques du sous-marin commençaient à se faire en dedans de la limite. Quelques minutes plus tard, l'air était littéralement chargé d'électricité étant donnés les messages qui venaient et partaient de la côte.

Le sous-marin ou les sous-marins avaient pris une position parallèle à celle des vaisseaux qui entraient ou sortaient du port de New-York de sorte qu'ils pouvaient difficilement les manquer.

Nombre de vaisseaux qui transportaient de la contrebande de guerre cherchèrent refuge dans la zone neutre; cependant, le "Stephano" a été attaqué en dehors de la limite neutre; ce vaisseau appartenait à la ligne "Croix-Rouge". Cette destruction est la plus importante de la journée. Il avait été vendu au gouvernement russe qui était pour l'utiliser comme brise-glace après ce voyage.

Pendant toute la journée et jusqu'à très tard dans la soirée, on n'a aperçu aucune flotte de patrouille anglaise ou française pour protéger leurs propres vaisseaux et les vaisseaux américains transportant des munitions de guerre. On a envoyé plusieurs appels à Halifax, mais le commandant de la station navale anglaise en cette ville, a refusé de divulguer quelles étaient les mesures prises pour faire face à l'attaque sous-marine.

Le travail des flottes de patrouille était dirigé par Halifax et depuis que la guerre est commencée, des vaisseaux auxiliaires des flottes anglaise et française faisaient la navette au large de la côte américaine.

(A suivre à la page 7)

IMPORTANTE AVANCE DES FRANÇAIS AU NORD DE LA SOMME

La ligne alliée est avancée d'environ deux tiers de mille sur le front Morval-Bouchavesnes. — Nombre de prisonniers.

Paris, 7. — Une attaque des Français, conjointement avec les Anglais, a résulté en une avance de la ligne des Alliés d'environ deux tiers de mille au nord de la Somme, dit le communiqué officiel publié ce soir par le ministère de la guerre. Tous les objectifs ont été atteints. Voici le texte du communiqué:

"Au nord de la Somme, notre infanterie, coopérant avec les Anglais, ont attaqué sur le front Morval-Bouchavesnes et elle a brillamment capturé tous les objectifs définis à l'avance. Notre ligne a été avancée de 1200 mètres, au nord-est de Morval. Elle domine maintenant le versant ouest de la crête Saily-Saillisel, tout le chemin Bapaume jusqu'à près de deux cents mètres de l'entrée de Saily et longue les limites ouest et sud-ouest du bois St-Pierre-Vaast, d'où elle continue en passant sur la côte 130 au sud de Bouchavesnes.

"Jusqu'à présent, nous avons compté 400 prisonniers, y compris dix officiers et nous avons capturé aussi quinze mitrailleuses.

"Le feu concentré de nos batteries a pris sous son feu de grands rassemblements de troupes ennemies au nord de Saillisel.

"Au sud de la Somme, sur la rive droite de la Meuse, il y a eu de violents duels d'artillerie. Il n'y a rien à rapporter du reste du front."

COMMUNIQUE DE L'APRES-MIDI

Paris, 8. — 3.07 p.m. — Voici le communiqué officiel de cet après-midi:

"La nuit a été pluvieuse et il ne s'est passé aucun événement important sur le front de la Somme. L'ennemi a été très peu actif.

"Nos avions ont réglé le tir de nos batteries et corrigé la portée de plusieurs d'entre elles, dans la région de la Somme. Ils ont engagé de violents combats et ils ont bombardé Maislains et le bois Vaux, au nord de Péronne."

COMMUNIQUE DE DIMANCHE SOIR

Paris, 8. — Le communiqué officiel de ce soir dit:

"Sur la Somme, il y a eu des bombardements réciproques. Après une violente préparation d'artillerie, les Allemands ont lancé une attaque contre nos nouvelles positions à l'ouest de Saily-Saillisel. Notre feu de barrage a complètement repoussé cette attaque.

"Dans la Woëvre, notre artillerie lourde a bombardé des trains allemands et des camps ainsi que la gare de Thiaumont.

"Rien sur le reste du front.

"Armée de l'est. — La bataille se continue de la rivière Cerna au lac Presba. Les troupes serbes ont occupé Dobrojoyles. Les troupes françaises se sont emparées de Kisovo et des montagnes Bobo.

"Rien sur le reste du front."

LES ITALIENS S'EMPARENT D'UNE IMPORTANTE POSITION A PLUS DE 8000 PIEDS DE HAUTEUR

Les Alpes font de grands progrès dans les montagnes où l'ascension continue sans cesse. — Toutes les attaques ennemies n'ont aucun succès.

Rome, 7, via Londres. — Les troupes alpines italiennes se sont emparées d'un pic, de 8.187 pieds de hauteur à la tête de la vallée Vanoi Cison, au nord-ouest de Trente. Une attaque autrichienne dans la haute vallée de la Boite a été tenue en échec par le feu des mitrailleuses italiennes. Voici ce que dit le communiqué:

"Dans les montagnes, entre les vallées Avino et Vanoi Cison, notre offensive nous a apporté de nouveaux succès hier, alors que nos troupes alpines ont capturé un des pics de Cima Buss Alta, d'une hauteur de 2.456 mètres (8.187 pieds). L'ennemi était puissamment retranché et il a opposé une opiniâtre résistance mais il a été virtuellement annihilé. Vingt survivants, y compris le commandant ont été faits prisonniers.

"Sur le versant de la petite Legazuoi, dans la haute vallée de la Boite, des détachements ennemis ont tenté une attaque de surprise contre nos lignes. Mais ils n'ont pu avancer, car notre feu les a repoussés complètement. Dans la vallée Travignolo, l'artillerie ennemie a continué son bombardement de nos nouvelles positions, hier, mais elle n'a pu empêcher le travail de fortification.

"Sur le reste du front, il y a eu les duels ordinaires d'artillerie. A Goritz, de considérables dommages ont été causés sur diverses bâtisses, y compris un hôpital militaire."

COMMUNIQUE DE DIMANCHE SOIR

Rome, via Londres, 8. — Le communiqué officiel de ce soir dit:

"Vendredi soir, sept attaques consécutives, chacune d'elles précédée d'un intense bombardement, ont été lancées par l'ennemi contre nos nouvelles positions dans la vallée Vanoi-Cermon. L'ennemi a été repoussé avec de lourdes pertes, comme nos partis de reconnaissance ont pu s'en apercevoir.

"Sur le mont Col Briccon, dans la vallée Travignolo, dans la région de la haute Cordevale, et sur Punta Delfarone, dans la haute vallée de la Boite, l'artillerie ennemie a été très active. Nos batteries ont répondu efficacement.

"Dans la vallée Gail, notre artillerie lourde a dispersé de fortes colonnes ennemies qui s'avançaient sur Monthen et Dellach.

"Duels d'artillerie sur le reste du front. Ils furent particulièrement violents sur le Carso. L'ennemi a de nouveau bombardé la partie résidentielle de Montfalcone. En réponse, nos batteries ont jeté quelques obus sur Cominiano (Comen). Nous avons pris 30 prisonniers au cours de la journée.

"Quelques avions, qui furent toutefois repoussés, ont jeté des bombes près d'Asiago, Gallio et Fonzaso. Pas de dommages."



Qualité

Les cafés de Chase & Sanborn donnent satisfaction depuis plus de 50 ans.

Essayez le

SEAL BRAND

En boîtes de 1-2, 1 et 2 livres. En grains — moulu — pulvérisé. Aussi moulu fin pour percolateur.



TOUTES LES MAINS ont besoin de

SNAP

Aux mains douces de la femme qui fait son propre travail, aux mains durcies de l'ouvrier, aux petites mains sales des garçons et fillettes, à toutes mains tachées, il faut SNAP. Ayez-en une boîte pour vos mains.

15c la boîte. — Chez tous les vendeurs.

LES ANGLAIS CONTINUENT LEUR AVANCE VERS BAPAUME

Ils ont capturé le village Le Sars sur le chemin Albert-Bapaume. — Nombre de prisonniers. — L'avance est de 600 à 1000 verges.

Londres, 7. — 11.26 p.m. — Les troupes anglaises ont fait une avance de 600 à 1,000 verges aujourd'hui entre Gueudecourt et Lesbœufs, sur le front de la Somme et elles ont capturé le village de Sars, sur le chemin Albert-Bapaume, suivant le communiqué officiel publié ce soir et dont voici la teneur:

"Cet après-midi, en coopération avec les Français sur notre droite, nos troupes ont attaqué du chemin Albert-Bapaume à Lesbœufs. Entre Gueudecourt et Lesbœufs, nous avons avancé notre ligne de 600 à 1,000 verges. Nous avons capturé le village de Sars et nous avons fait des progrès à l'est et à l'ouest de ce village.

"On n'a pas encore reçu le chiffre officiel des prisonniers capturés. Comme de coutume, le travail de l'infanterie a été très bien secondé par nos aviateurs.

"En dépit de la mauvaise température, au cours des derniers cinq jours, nos avions ont accompli un très bon travail et ils ont jeté un nombre considérable de bombes sur l'ennemi."

COMMUNIQUE DE DIMANCHE APRES-MIDI

Londres, 8. — 2.30 p.m. — Le communiqué officiel de cet après-midi dit:

"Hier soir, l'ennemi a contre-attaqué nos nouvelles positions au nord de Lesbœufs et il a recouvré une petite partie de ses tranchées perdues. Ailleurs, nous maintenons nos gains. Le village de Sars est complètement entre nos mains et plus de 500 prisonniers ont été capturés.

"Au nord et au nord-est de Courcellette, nous avons considérablement avancé notre front. L'ennemi a lancé une attaque contre la redoute Schwaben, mais il a été repoussé.

"Plusieurs heures raids ont été effectués par nos troupes dans les régions de Vauquoisart, Givenchy et Loos."

COMMUNIQUE DE DIMANCHE SOIR

Londres, 8. — Le communiqué officiel de ce soir dit:

"Au nord de l'Ancre, notre front a été violemment bombardé aujourd'hui, spécialement dans le voisinage de Queudecourt et Le Sars. Nous avons avancé notre ligne à l'ouest de Gueudecourt.

"L'ennemi a de nouveau attaqué la redoute Schwaben, ce matin, mais sans succès. Il y a eu une violente bataille au nord du chemin Courcellette-Warlencourt, où nous avons conquis du terrain.

"Le nombre total de prisonniers est de 13 officiers et 866 hommes pour les deux derniers jours.

"Hier, en dépit de la mauvaise température, notre aviation a accompli un beau travail. Une de nos machines est disparue."

PENDANT QUE LES ALLIES AVANCENT, IL FAUT FABRIQUER DES MUNITIONS

du service militaire et a constaté qu'il y avait un manque sérieux d'ouvriers habiles dans les fabriques de munitions qui emploient des femmes et des ouvriers mal exercés.

Il a suggéré l'idée de réunions d'employeurs et d'employés pour arriver à utiliser dans les fabriques de munitions des ouvriers habiles travaillant en ce moment dans des malsons privées.

Le général sir W. William Robertson, chef d'état-major général, a prononcé une allocution à Dalderby, Lincolnshire, au cours de laquelle il a dit que, pendant que les alliés gagnaient lentement mais sûrement, il était absolument nécessaire de se rendre compte qu'il fallait un plus grand nombre d'hommes pour l'armée et les fabriques de munitions. Il ajouta qu'il donnait ainsi un sérieux avertissement au peuple.

Le Canada

Montréal, lundi 9 octobre 1916.

A nos hôtes d'Ontario

UNE VISITE AMICALE ET OPPORTUNE

Un certain nombre d'hommes d'affaires de la province d'Ontario visitent aujourd'hui notre ville. Nous leur souhaitons une cordiale bienvenue.

Cette visite de nos voisins et concitoyens d'Ontario est très opportune. Nous voulons essayer de la rendre fructueuse, et instructive. Nous savons que ce n'est pas d'eux que viennent les provocations et les insultes que nous prodiguons, depuis quelques mois surtout, une certaine classe de politiciens de chez eux. Leur démarche nous prouve qu'ils ne veulent pas en être tenus pour complices et qu'ils tiennent au contraire à ce que l'entente et la bonne harmonie entre les races qui habitent le Canada soient rétablies sur le pied où elles existaient autrefois.

Pour apprécier quelqu'un il faut le connaître. Nos hôtes d'aujourd'hui nous connaissent mieux et pourront mieux nous apprécier. Nous croyons que le même effet se reproduira chez les nôtres qui vont être en contact avec eux.

Et, de même que nous espérons que, de retour chez eux, ils useront de leur influence auprès de leurs journaux et de leurs politiciens pour faire cesser l'odieuse campagne qu'on y mène contre nous, nous espérons aussi que leur visite fera disparaître parmi les nôtres certaines préventions dont le commerce et l'industrie d'Ontario ont pu récemment avoir à souffrir.

Nos hôtes ne verront chez nous ni manifestations antipatriotiques, ni même d'opposition au recrutement; ils pourront aussi constater que, dans la province de langue française, on considère la connaissance de l'anglais comme essentielle et que tous nos concitoyens de la province de Québec avec qui ils seront en contact peuvent converser avec eux dans leur propre langue.

Ce n'est pas dans l'intention de nous vanter de cette supériorité que nous signalons le fait, mais pour leur permettre de dire à leurs gens, lorsqu'ils seront de retour chez eux, que les Canadiens-français peuvent apprendre l'anglais sans bannir de leurs écoles l'enseignement de leur langue maternelle.

Et c'est pourquoi, nous qui n'avons aucun intérêt à désirer autre chose que l'Entente Cordiale entre nos deux provinces, nous sommes heureux de la visite de nos hôtes et les en remercions bien sincèrement.

Notre régime municipal

CE QUE L'ON VA DEMANDER A LA LEGISLATURE

La cité de Montréal vient de donner avis public qu'elle sollicitera de la législature provinciale à sa prochaine session des amendements à sa charte.

C'est dans la tradition inviolée de la corporation de la cité de Montréal. Et c'est aussi dans la tradition qu'elle ait fait mention, dans le sommaire de ces amendements, d'un changement dans la forme de son administration.

Pendant neuf mois, on se plaint amèrement au Conseil de ville que c'est la législature qui gouverne Montréal; que ce sont les députés des campagnes de la province qui indiquent aux échevins les solutions aux problèmes municipaux.

Et on réclame à grands cris l'autonomie — sans s'occuper, les trois quarts du temps, de formuler ce qu'on entend par ce mot, ni de la possibilité dans notre système constitutionnel, de soustraire une corporation municipale à la juridiction de la législature qui l'a créée.

Pendant les trois autres mois, d'autre part, on discute, on chicane, on pécore sur ce que l'on va demander à la législature de changer à la charte de Montréal et on va à Québec solliciter des "députés de la campagne" des amendements et souvent, comme dans le cas actuel, un chambardement général de notre administration municipale.

En 1909, la législature de Québec a modifié notre système de gouvernement en y ajoutant le bureau des Commissaires. Mais elle eut le soin de décréter que cette modification ne serait mise à exécution que si elle était approuvée par un plébiscite.

Le plébiscite eut lieu; il approuva le bureau des commissaires par une majorité de plus des deux tiers des électeurs municipaux.

A la dernière session, le conseil de ville demanda à la législature de restaurer l'ancien régime, sous lequel il administrait lui-même les affaires de la ville.

Encore une fois la législature a voulu accéder à la demande du conseil, mais toujours en sauvegardant les droits des électeurs municipaux, qui devront être consultés par un nouveau plébiscite, l'année prochaine.

Si ce n'est pas respecter l'autonomie de Montréal, nous nous demandons ce que voudraient nos échevins.

Voudraient-ils qu'on les laisse libres, sans restriction ni sanction possible, de nous recommencer tous les ans des transactions comme celle de la rue Drolet, comme celle des égouts du quartier Bordeaux?

Ont-ils réfléchi, nos échevins, qu'en demandant un changement dans la forme de notre administration municipale, après les scandales de l'ancien régime dévoilés par la Commission Cannon; après les scandales du nouveau régime, dévoilés par la Commission Panneton, la stricte logique commanderait aux "députés de la campagne" d'interpréter cette demande comme comportant et l'abolition du conseil et celle du bureau des Commissaires?

Est-ce bien cela qu'ils demandent?

Les millions de Sir Thomas White

ET LE MERITE DONT IL SE TARGUE

Sir Thomas White fait publier dans les journaux conservateurs que le revenu produit par les taxes de guerre est abondant et qu'il pourra consacrer \$50,000,000 de ce revenu aux dépenses de la guerre.

Nous approuvons de tout coeur l'idée de consacrer \$50,000,000

de nos revenus annuels à payer une partie des frais de notre participation à la guerre.

Mais il y avait deux manières pour le gouvernement d'avoir à sa disposition ces \$50,000,000: faire des économies ou augmenter les taxes.

Nous avons à maintes reprises démontré que, en ramenant le budget administratif aux chiffres du régime libéral de 1911 et des années précédentes, Sir Thomas White aurait pu économiser ces \$50,000,000, sans désorganiser l'administration.

Il a préféré continuer l'extravagance administrative qui date de 1912, continuer à combler les chemins de fer de subventions, acheter les chemins de fer en construction que ses amis avaient sur les bras.

Et pour se procurer les \$50,000,000 que nous lui demandions d'affecter aux dépenses de la guerre, il a tout simplement augmenté les taxes: douane, accise, etc., et imposé de nouvelles taxes sur les banques, sur l'industrie, et le commerce en général.

Le pays est encore riche, s'est-il dit: à quoi bon économiser? Taxons le peuple. Les ouvriers gagnent de bons salaires dans l'industrie des munitions? Taxons tout ce qu'ils consomment et ils paieront sans s'en apercevoir!

Seulement, ces majorations de taxes et ces taxes nouvelles, aidées par la coopération toujours prête des intermédiaires qui vivent sur les producteurs, ont une répercussion inévitable sur le coût de la vie; et les ouvriers, quoique gagnant de bons salaires — mesurés à l'échelle du coût de la vie d'autrefois — se voient menacés de ne plus pouvoir mettre un peu de beurre sur leur pain — si même ils peuvent, avec l'augmentation constante du prix des farines, arriver encore à se procurer du pain!

Les \$50,000,000 que Sir Thomas White veut consacrer aux dépenses de guerre il pourrait se vanter de les avoir trouvés, et en réclamer le crédit, s'il les avait obtenus par l'économie. Mais comme il se les est procurés en les prenant dans notre portefeuille, le seul mérite qu'il peut réclamer, c'est de nous avoir persuadés de nous laisser tondre, sans trop protester... pour le moment.

La Commission des Eaux Courantes

LE TRAVAIL ACCOMPLI ET LES PROMESSES

Nous accusons réception du quatrième rapport de la Commission des Eaux Courantes de Québec, pour l'année 1915. Nos remerciements à M. le président de la commission, l'hon. M. S. N. Parent.

Ce volume, dont la plus grande partie est un peu trop technique pour intéresser le lecteur profane, contient cependant des renseignements très intéressants que nous résumerons succinctement.

La première partie, après le compte rendu général du travail de l'année, est consacrée à la rivière St-Maurice.

On sait que, après de complètes études du régime de la rivière, le gouvernement de Sir Lomer Gouin a résolu, sur rapport favorable de la commission, de construire au lieu dit La Loure un barrage qui doit élever le niveau des eaux de la rivière pendant l'été de manière à assurer un débit minimum de 12,000 pieds par seconde à Shawinigan, aux plus basses eaux.

Un contrat pour la construction de ce barrage a été passé avec la St. Maurice Construction Company, dont la soumission était la plus avantageuse. Immédiatement après l'exécution de ce contrat, le gouvernement Gouin passait avec trois compagnies, exploitant des pouvoirs hydrauliques sur le St-Maurice, des contrats assurant au trésor provincial un revenu annuel de \$130,195, revenu plus que suffisant pour payer l'intérêt et l'amortissement de la somme que coûtera le barrage.

La compagnie entrepreneur, qui avait fait les travaux préliminaires en 1915, a commencé les travaux du barrage proprement dit le printemps dernier.

Après avoir ainsi établi une première régularisation de débit de cours d'eau sur la rive nord du St-Laurent, la commission a étudié une semblable régularisation sur la rive sud, à la tête de la rivière St-François, qui sert de décharge au lac du même nom.

Après études et rapport, le gouvernement Gouin a été autorisé par la législature à construire un barrage sur la rivière St-François, à la décharge du lac, à environ six milles en amont du village D'Issac.

Le contrat pour la construction de ce barrage a été passé avec M. George Madden, de Québec, le 7 septembre 1915. Les travaux ont été commencés dès l'automne dernier.

La encore, le gouvernement retire, du louage des forces hydrauliques, plus qu'il ne lui en faudra pour payer l'intérêt et l'amortissement du coût du barrage et son entretien.

Des études ont été faites, pour être poursuivies ultérieurement et donner lieu à d'autres travaux de régularisation de débit, lorsque la chose sera recommandable au point de vue économique, sur la rivière L'Assomption, le lac St-Jean et le lac l'Assomption. On a en vue des études des rivières Jacques-Cartier et Ste-Anne et du lac Kénagami. Et enfin, on a étudié le régime de la rivière Chaudière, dans le but de prévenir les inondations désastreuses de cette rivière.

Voilà le bilan des travaux de la commission en 1915.

Ainsi, deux barrages sont déjà en construction, qui vont augmenter considérablement les ressources en forces hydrauliques de la province. Et déjà le gouvernement est assuré de revenus qui lui permettront de payer le coût de ces barrages sans ôter le moins du monde le trésor provincial.

La Commission des Eaux Courantes est une des plus récentes créations de l'initiative de Sir Lomer Gouin, et les résultats qu'elle promet, qui sont déjà en cours de se produire, en feront une rivale, qui ne lui cédera en rien, de la Commission Hydro-Electrique d'Ontario.

Et le parallèle entre les deux commissions devra tenir compte du fait que la commission d'Ontario n'a eu qu'à exploiter des forces déjà aménagées, tandis que la Commission Parent doit créer les siennes de toutes pièces.

A l'oeuvre

Les assemblées libérales de dimanche ont sonné les premiers coups de clairon; elles devront être suivies de beaucoup d'autres de plus en plus nombreuses.

Si les conservateurs espèrent nous surprendre, ils en seront pour leur poudre et leurs belles paroles.

Coup manqué

L'hon. M. Rogers est bien embarrassé et une fois de plus son cynisme et son audace n'ont pas réussi à le sauver.

Il a maintenant à Winnipeg à se disculper à la fois de sa conduite dans l'affaire Carter et de son inqualifiable attitude à l'égard du juge Galt.

Qu'en fera-t-on?

Que fera-t-on de Sam Hughes? C'est la grande et angoissante question pour le gouvernement Borden.

Ministre, il est encombrant au point que les conservateurs eux-mêmes n'en veulent plus; démissionnaire, il peut ajouter encore à la masse des révélations compromettantes portées contre le gouvernement Borden.

Rien

Les jours se passent; le coût de la vie augmente sans cesse; et cependant le gouvernement Borden ne prend pas la moindre mesure pour remédier à la situation.

Et pour cause! Le gouvernement, qui protège les trusts et les monopoles, sait bien qu'il est la cause du mal; mais il n'a aucun désir de le faire disparaître.

Ces préjugés

Le jeu des conservateurs de soulever les préjugés des provinces anglaises contre les Canadiens-français, et par là contre Sir Wilfrid Laurier, ne néglige aucune occasion de s'affirmer de la façon la plus odieuse.

Mais il se heurte au prestige souverain qui entoure le chef libéral, et que la défaite éphémère de 1911, puis son attitude pendant la guerre, n'ont fait que grandir.

Pas pour rien

Ce n'est pas sans but que depuis deux ou trois mois les ministres conservateurs tiennent des assemblées et d'un complot à l'autre.

Il y a anguille sous roche, et la dissolution prochaine des Chambres n'aurait rien qui nous surprenne.

LE DOSSIER DE LA GUERRE

L'UNION FRANCO-ITALIENNE

Deux membres du gouvernement italien sont à nos côtés. Ils sont venus s'entendre avec le gouvernement français sur les moyens de faciliter le transit à travers la France du charbon que l'Angleterre s'est engagée à leur fournir et des produits que l'Italie exportait naguère à l'Allemagne et qu'elle expédiera désormais uniquement aux puissances de l'Entente.

Notre gouvernement, nous en sommes certains, se prêtera largement aux désirs de son allié, affirmant ainsi son intention de développer la solidarité économique qui est à la base de l'union politique et militaire qui s'est établie entre les peuples résolus de se libérer définitivement de l'hégémonie allemande.

Nous avons, pour notre part, le plus évident intérêt à développer notre alliance avec l'Italie, qui est une nation en pleine prospérité et dont l'avenir est magnifique. L'évolution qu'elle subit depuis quelques années et que la guerre a développée et hâtée se manifeste non seulement dans la conduite méthodique des opérations militaires, mais encore dans l'organisation remarquable des services de l'armée, dans la production de l'industrie de guerre, dans l'intense activité commerciale qui, en dépit des événements, se développe sans cesse.

Au lendemain du grand drame, il ne paraît pas douteux que l'Italie se classera au premier rang des grandes puissances européennes et qu'elle sera appelée à jouer un rôle considérable dans la politique mondiale.

Unis par des liens durables, les deux pays constitueront une force et une influence qui contrebalanceront celles que l'on prévoit. La reconstitution de l'union latine deviendra une nécessité du jour où la politique des nationalistes supplantera celle des gouvernements, comme il adviendra lorsque les peuples délivrés et regroupés d'après leurs origines, leur langue et leur religion se trouveront en face des vastes problèmes qui se posent après la guerre.

René D'ARAL.

(Le Gaulois).

SANCTIONS INTERNATIONALES

M. Briand ayant parlé de "sanctions internationales" pour l'avenir, les écrivains socialistes se jettent sur ce mot qu'ils ne peuvent entendre sans frémir d'aise. Tout ce qui est international est nôtre, seraient-ils tentés de s'écrier, en parodiant la devise de leurs adversaires de l'"Action française".

Que signifient, en réalité, ces termes de "sanctions internationales", employés successivement par M. Asquith et par M. Briand? Quelque chose d'analogue à ce que l'on voit aujourd'hui, c'est-à-dire une alliance entre nations polaires contre une autre nation sans foi et sans honneur. Les sanctions internationales n'affecteront jamais une forme sensiblement différente de celle-ci, tant qu'il y aura des peuples, des races et des intérêts divers.

C'est aussi le cas d'une société régulière amenée à châtier les individus qui violent les lois et à les mettre hors d'état de nuire. Les sanctions ici sont déterminées par le code et appliquées par la force publique. Par conséquent, si l'on parvenait à établir un code international définitif, et qu'il fut accepté par tous les peuples, — ce qui semble une affaire d'assez longue haleine, — il faudrait encore en imposer le respect.

Par quel moyen, qui ne serait pas une armée redoutable et capable de sévir? Un bandit ne sera pas arrêté dans ses crimes par la crainte d'une gendarmerie idéale. Cette gendarmerie doit être concrète, visible et présente. De même la force armée qui présidera au bon ordre international.

On aboutit donc toujours à la conception du droit garanti par la force, ne se réalisant dans l'humanité et ne quittant le domaine de l'absolu qu'à l'aide de la force. La force ne prime pas le droit, elle est son associée. D'où la nécessité d'un ordre militaire et toute l'organisation sociale qui en dérive. Aucune utopie ne se substituera à cet enchantement rigoureux.

Alfred CAPUS.

(Le Figaro.)

LES RESERVES D'HOMMES

La France, dans l'oeuvre commune, avait une mission d'une importance exceptionnelle. Elle devait arrêter et retenir l'ennemi pendant que ses compagnons de lutte se préparaient et s'organisaient. Ce rôle d'avant-garde lui imposait des efforts et des sacrifices particulièrement grands, particulièrement lourds. Elle s'en est magnifiquement acquittée. Le moment est venu pour elle, non pas même d'en obtenir la compensation, — elle tient à faire plus que sa part, — mais de modérer cette tension extrême imposée à ses forces.

Bien longtemps avant la guerre, on savait que la seule chose qu'on ne pouvait songer à lui demander, c'étaient les gros effectifs. De toutes les grandes nations coalisées contre l'Allemagne, c'est elle la moins riche en hommes, celle dont la natalité est la plus faible. Et c'est elle qui, de toutes, a fourni proportionnellement le plus grand nombre de soldats.

Cette anomalie a été nécessaire; soit. Faut-il l'aggraver, alors qu'elle peut être corrigée?

Que l'on demande à la France d'augmenter la production de ses industries, archidémontre qu'il ne

dustries de guerre, de soutenir financièrement, économiquement certains de ses alliés: elle le fera; son génie inventif, son habileté laborieuse, sa richesse, son activité, son expérience la maintiennent aux premiers rangs dans la conduite de cette guerre où la puissance du nombre n'est qu'un élément parmi d'autres plus importants.

Nos alliés ont commencé à nous aider. Ils l'ont fait largement, simplement, cordialement. Leur intérêt les y pousse tout autant que la noblesse de leurs sentiments.

Toute autre solution est défectueuse, aussi bien au point de vue de l'équité qu'au point de vue des réalités militaires. La supériorité numérique des Alliés ne serait qu'un leurre si les uns étaient obligés d'aller jusqu'aux extrêmes limites de l'effort, alors qu'il resterait ailleurs des ressources inemployées.

Par une sage et heureuse décision, les nations liguées contre l'Allemagne viennent de faire masse de leur or, centralisé entre les mains de l'Angleterre. Qu'elles mettent en commun aussi le trésor de leurs réserves d'hommes. Que la France puisse maintenant y puiser, après y voir versé le meilleur d'elle-même: rien ne leur sera plus agréable, j'en suis certain, que de lui prouver par là leur reconnaissance et leur fraternelle affection.

Charles HUMBERT.

(Le Journal).

L'OEUVRE DE DEMAIN

Nous devons garder la mémoire toujours présente de l'agression qui a failli nous rayer du nombre des peuples libres. Nous devons penser sans cesse à tout ce qui nous a manqué, afin que cela surabonde. La préparation, la vigilance, le qui-vive perpétuel, tels seront les devoirs des générations qui viennent. Ce sera peut-être un peu sévère au début, mais on s'accoutume à tout, et l'on ne choisit pas son siècle, pas plus qu'on ne choisit sa race ou sa famille. Ce n'est point notre faute si nous sommes venus au monde à un tournant tragique de l'histoire, si nous ne faisons qu'entrer dans une longue période de transformation, qui va changer la face de la planète. Espérer que notre vie va reprendre demain l'ornière abandonnée, l'allure paisible de ses vieilles habitudes, est une illusion enfantine. Que la pensée contraigne ne nous quitte jamais! La supériorité momentanée de nos ennemis sur nous fut d'avoir un programme précis et positif, développé avec une volonté lucide et persévérante. Or, à ce programme si net, nous ne pouvons pas nous borner à opposer des mots immenses et vagues, des déclamations surannées. Il nous faut un programme bien défini, à nous comme à nos alliés. Et nous ne parviendrons à le réaliser, les uns et les autres, que par la sécurité de nos frontières, l'association de nos richesses et de nos efforts, l'union permanente et progressive de nos forces militaires, économiques, financières, intellectuelles, — par l'Alliance latine d'abord, — par l'Alliance latine d'abord, — par le bloc occidental ensuite. Encore une fois, ce n'est pas là une affaire de sentiment. Nous n'avons pas le temps de nous interroger, de nous demander si nous serons dupes, oui ou non, si nos caractères concordent, si cela répond à notre idéal. C'est, pour nous tous, une question de vie ou de mort. Il faut donc que cela soit.

Louis BERTRAND.

(La Revue des Deux-Mondes.)

TOUTE LA VERITE!

C'est une outragante méconnaissance du Français, de croire qu'il est nécessaire de lui mentir. Chez tous les paysans que je visite, en cette fin d'indispensable villégiature, je ne vois que des deuils dans le stoïcisme d'un silence dont la tension des regards et la contraction des visages pâles trahissent les pensées. L'autre jour, dans une cabane du marais vendéen, la vieille, serre-tête blanc et jupon court, regardait la terre, sans rien dire, cependant que le vieux, aux yeux clairs, à la parole saccadée, dénombrait sa progéniture. Un mort, un prisonnier, un mutilé, un autre provisoirement écarté du service pour son état de santé, mais qui s'attend à être repris au premier examen. Alors, timidement, à mi-voix:

— Alors, est-ce que ce sera long encore?

— Je le crains.

— Ah!... Et on les aura

— On les aura, c'est sûr.

— C'est pas pour dire?

— Non, c'est la vérité. Je vous en donne ma parole. Ça ne peut pas manquer.

— Alors, c'est bien.

Et la main nerveuse, caressant le chien bleu à tête de phoque, exprimait je ne sais comment ce que la voix encre n'aurait pas osé dire: qu'à travers tout on était content.

Et la jeune femme à la parole chantante, regardant celui qui bientôt peut-être allait partir, trouvait un sourire de courage, comme pour lui souffler:

— Mon homme, c'est ton tour.

Quel besoin de mensonge à des âmes de si simple grandeur?

Georges CLEMENCEAU.

(L'Homme Enchaîné.)

LA GRECE

Si l'on était prudent, on cesserait de compter sur une intervention de la Grèce, sur un concours quelconque de l'armée de Constantin: du moment que le gouvernement grec accepte que les Bulgares lui enlèvent de vive force un port comme celui de Cavala, auquel il tenait tant, et qu'on lui offre tout un corps d'armée qu'on envoie prisonnier en Allemagne, il est démontré, archidémontre qu'il ne

Cartes professionnelles



AVOCATS

Geoffrion, Geoffrion & Cusson

AVOCATS, ETC.

No 97 RUE ST-JACQUES

Edifice de la Banque d'Hyochelaga

Victor Geoffrion, C.R.

Almé Geoffrion, C.R.

Victor Cusson, C.R. Phone Main 10

LES MALADIES

DES VOIES URINAIRES

même les plus chroniques sont guéries par les traitements de la

CLINIQUE MEDICALE

WINFREY

281 rue Beaudry, près

Sainte-Catherine

Traitements des plus célèbres spécialistes français

CONSULTATIONS GRATUITES

HOMMES 11-12 a.m.

FEMMES 2-4 p.m.

8-9 p.m.

Consultations par correspondance et à domicile. (Tél. 287 69.69)

149-n

SERO-CLINIC

Docteur MANSEAU

No 92 rue SHERBROOKE O.

VOIES URINAIRES

606

Guérison rapide du Cancer et Tumeurs malignes même inopérables. PARALYSES, MALADIES DU SANG, de l'UTERUS et du PROSTATE. Heures: 2 à 4 p.m.

149-n

marchera pas avec nous.

Mais puisqu'il faut nous résigner à nous passer de la Grèce, nous ne serons pas embarrassés, je pense.

Quand nous aurons cinq cent mille combattants à Salonique, quand nous serons capables d'alimenter sur ce front une armée de cinq cent mille combattants, — et nous en serons capables, — je plains les Bulgares.

Pour le quart d'heure, plaignons les Grecs!

Gustave HERVE.

(La Victoire).

LA GUERRE D'AUJOURD'HUI

C'est une équation industrielle que la guerre d'aujourd'hui. Et rien que cela. Dire le contraire est mauvais; le croire serait dangereux. Car la solution de cette équation industrielle exige beaucoup de canons, beaucoup de gros canons, et encore plus de munitions. Et il faut pour avoir ces canons, pour avoir toutes ces munitions, que le gouvernement trouve, dans la nation, tout l'argent nécessaire.

Il le trouvera. Si on ne le lui donne pas, il saura bien certainement se le faire donner.

Et si l'on veut absolument qu'il y ait chez nous miracle en cette guerre, eh bien! nous concédons volontiers que l'on donne ce nom à l'opération fiscale qui fera — enfin! — payer chacun selon ses moyens pour le plus grand bien de tous, et permettra d'acheter encore plus de canons, encore plus de munitions.

Alfred OULMAN.

(Le Petit Bleu).

L'EPUISEMENT ALLEMAND

Si l'ennemi peut encore faire figure d'assailant, il le doit probablement à sa richesse en matériel

de mauvaises odeurs
us en expédierons une livre.
e., St-Jacques, Co. Montcalm, Qud

verez un choix considérable
d'étoffes de belle qualité.